

La révolution énergétique asiatique menace les rêves couleur charbon de Trump



Avec Stephan
Silvestre

Le plan de Donald Trump pour relancer l'industrie du charbon dans son pays mise notamment sur le développement d'un charbon "propre" mais aussi sur une importation de ce dernier depuis l'Asie où la demande énergétique va croître dans les prochaines années. Le plan semble jusque-là logique compte tenu du faible coût de production du charbon américain mais est-ce que les ambitions de Donald Trump ne risquent pas d'être freinées par le développement des énergies vertes en Chine et en Inde (dont le coût a chuté de 50% en deux ans), ces deux pays lorgnant également la demande en Asie du Sud-Est notamment ?

Partant du constat que la demande interne en charbon ne cesse de baisser depuis 2009 alors que les importations chinoises et indiennes ont fortement accéléré à cette date, l'administration Trump a eu l'idée de se tourner vers l'Asie pour relancer l'industrie américaine du charbon. Actuellement, les États-Unis exportent essentiellement vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Il s'agit d'exporter du charbon, mais aussi des centrales thermiques car le charbon est encore utilisé pour produire plus de la moitié de l'électricité dans le monde. L'époque étant à l'économie décarbonée et à la dépollution de l'air, l'administration américaine prévoit aussi d'exporter des centrales de nouvelle génération 'propres', incluant notamment la capture du CO₂. Cependant, si le charbon a bien connu une envolée dans les années 2000 (la production a explosé de +70% entre 2000 et 2013), il pourrait bien avoir atteint son pic en 2013. Depuis cette date, la demande est orientée à la baisse, non seulement dans l'ensemble des pays industrialisés de l'OCDE (depuis 2009), mais maintenant aussi en Chine, le premier consommateur mondial.

En conséquence, la Chine a réduit ses importations depuis 2013, alors qu'elles avaient explosé depuis 2008. Par ailleurs, la Chine, qui cherche à réduire drastiquement sa consommation de charbon, veut elle aussi maintenir en activité son industrie et ses mineurs. C'est pourquoi elle se tourne elle aussi vers les pays d'Asie du Sud-Est qui pourraient encore importer, comme l'Indonésie et les Philippines. Mais ces clients potentiels seront aussi courtisés par les fournisseurs actuels de la Chine, comme l'Australie et la Russie. Cette nouvelle donne va sérieusement compromettre la stratégie de l'administration américaine.

Quant à fournir des centrales à charbon propres dernier cri, c'est une illusion. Le seul intérêt des centrales à charbon c'est qu'elles sont bon marché et rapides à installer. À partir du moment où les centrales deviennent complexes et onéreuses, elles perdent tout leur intérêt au regard d'autres solutions bien plus propres. La technologie de capture et stockage du CO₂ a fait l'objet de nombreuses expérimentations, mais toujours pas de déploiement commercial. Outre les difficultés techniques (il faut des sites de stockage appropriés à proximité), le rapport bénéfice/coût lui est trop défavorable.

□

Quels autres facteurs pourraient pousser les pays asiatiques à se diriger vers l'Inde et la Chine ?

Pour ces pays, et plus généralement les pays émergents, l'intérêt de l'offre chinoise est multiple : la Chine dispose d'un grand savoir-faire sur les centrales à charbon à prix très compétitif. De plus, elle propose souvent des financements associés, très appréciés des pays qui ont peu de ressources. L'Indonésie, qui prévoit de déployer plusieurs dizaines de centrales de ce type sera sensible à l'offre chinoise. En revanche, elle n'achètera pas le charbon chinois car elle est elle-même un grand exportateur. Elle cherche justement à profiter de ses propres ressources. Quant aux Philippines, elles prévoient aussi le déploiement de plusieurs centrales. Mais ses importations (actuellement 10 Mt/an) sont loin de pouvoir compenser la chute de la demande en Chine et en Occident. Quant à l'Inde, elle reste, pour le moment, très importatrice (120 Mt en 2015). Elle cherche à développer son industrie nucléaire, hydraulique et photovoltaïque. C'est plutôt dans ces secteurs qu'elle tentera d'exporter vers ses voisins asiatiques.

Au final, reste-t-il une chance à Trump de relever l'industrie du charbon comme il l'avait promis pendant sa campagne selon vous ?

Clairement, non. Il faut comprendre que les investissements dans l'énergie se font à l'échelle de décennies (typiquement 40 ans). Il existe donc une forte latence dans les chiffres. Le boum du charbon que l'on a connu dans les années 2010 était la conséquence de politiques des années 1990-2000. Mais depuis quinze ans, les décisions prennent davantage en compte les conséquences sanitaires et environnementales, y compris dans les pays émergents. L'âge d'or du charbon est passé et la demande va décliner rapidement. L'offre étant très abondante, les prix vont s'effondrer, ce qui ne laissera de place qu'aux fournisseurs à bas coûts. Les États-Unis ne pourront pas se placer sur ce marché. Quant aux solutions high-tech, les clients qui peuvent se les offrir privilégieront d'autres solutions que le charbon 'propre'.